



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 01299

Numéro SIREN : 817 501 307

Nom ou dénomination : 2B LOGISTIQUE

Ce dépôt a été enregistré le 20/01/2017 sous le numéro de dépôt 7072



1700708102

DATE DEPOT : 2017-01-20
NUMERO DE DEPOT : 2017R007072
N° GESTION : 2016B01299
N° SIREN : 817501307
DENOMINATION : 2B LOGISTIQUE
ADRESSE : 2 Bis rue Dupont de L'Eure 75020 Paris
DATE D'ACTE : 2016/09/28
TYPE D'ACTE : ACTE RECTIFICATIF
NATURE D'ACTE :

16 Be 1253

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

2 B Logistique

SARL au capital fixe de 1500 euros
2 rue Dupont de l'Eure 75020 PARIS 20 éme
817501307 RCS PARIS

Le 28/09/2016 à 10 heures au siège de la société,

Le soussigné :

- Mr BADJANG Patrice, né le 21/06/1972 à Douala, de Nationalité FRANCAISE, demeurant 28 Allée du Mail 92360 MEUDON.

Représentant toutes les parts sociales de la société, a siégé en

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

A l'ordre du jour :

- Changement de Domiciliation
- Augmentation de l'activité
- Dénomination.

RESOLUTION 1

Le Représentant légal a pris la décision de changer la domiciliation de la société du 282 rue des Pyrénées à Paris au

2 rue Dupont de l'Eure 75020 Paris.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A COMPTER DE CE JOUR.

RESOLUTION 3 ←

Changement de la dénomination qui devient **2 B Logistique.**

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A COMPTER DE CE JOUR.

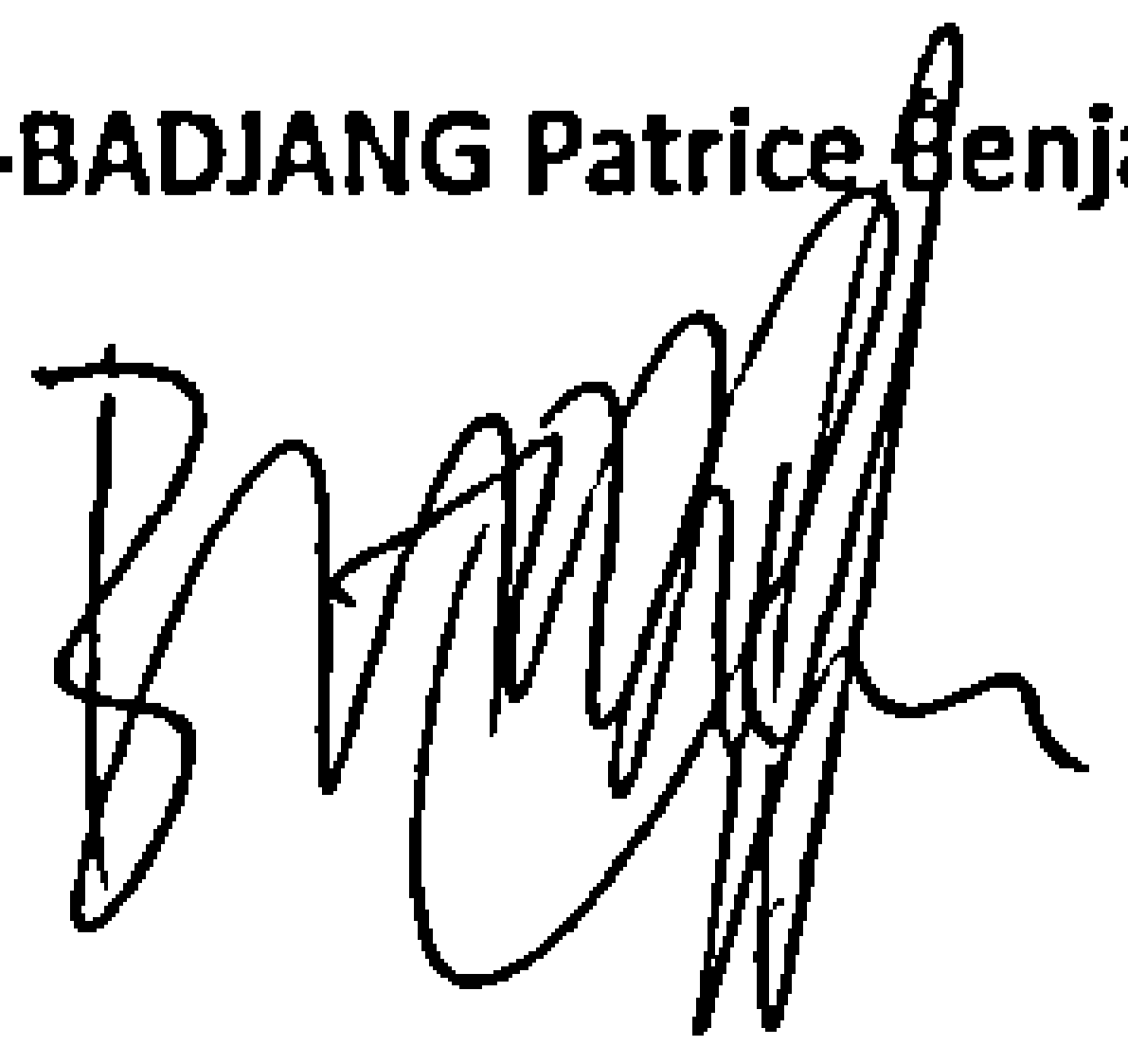
RESOLUTION 2

Adjonction d'activité de la société qui devient : **manutention, levage, logistique, faux plancher, faux plafond et cloisons amovibles.**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10 h 30. Par conséquent, il est dressé le présent procès-verbal et signé par l'unique associé.

Fait à PARIS le 28/09/2016 en quatre exemplaires.

-BADJANG Patrice Benjamin



1. The first part of the document is a list of names and addresses.

2. The second part of the document is a list of names and addresses.

3. The third part of the document is a list of names and addresses.

4. The fourth part of the document is a list of names and addresses.

5. The fifth part of the document is a list of names and addresses.

6. The sixth part of the document is a list of names and addresses.

7. The seventh part of the document is a list of names and addresses.

8. The eighth part of the document is a list of names and addresses.

9. The ninth part of the document is a list of names and addresses.

10. The tenth part of the document is a list of names and addresses.

11.



1700708101

DATE DEPOT : 2017-01-20

NUMERO DE DEPOT : 2017R007072

N° GESTION : 2016B01299

N° SIREN : 817501307

DENOMINATION : 2B LOGISTIQUE

ADRESSE : 2 Bis rue Dupont de L'Eure 75020 Paris

DATE D'ACTE : 2016/09/28

TYPE D'ACTE : PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

NATURE D'ACTE :
CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE
EXTENSION D'OBJET SOCIAL
MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)
TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

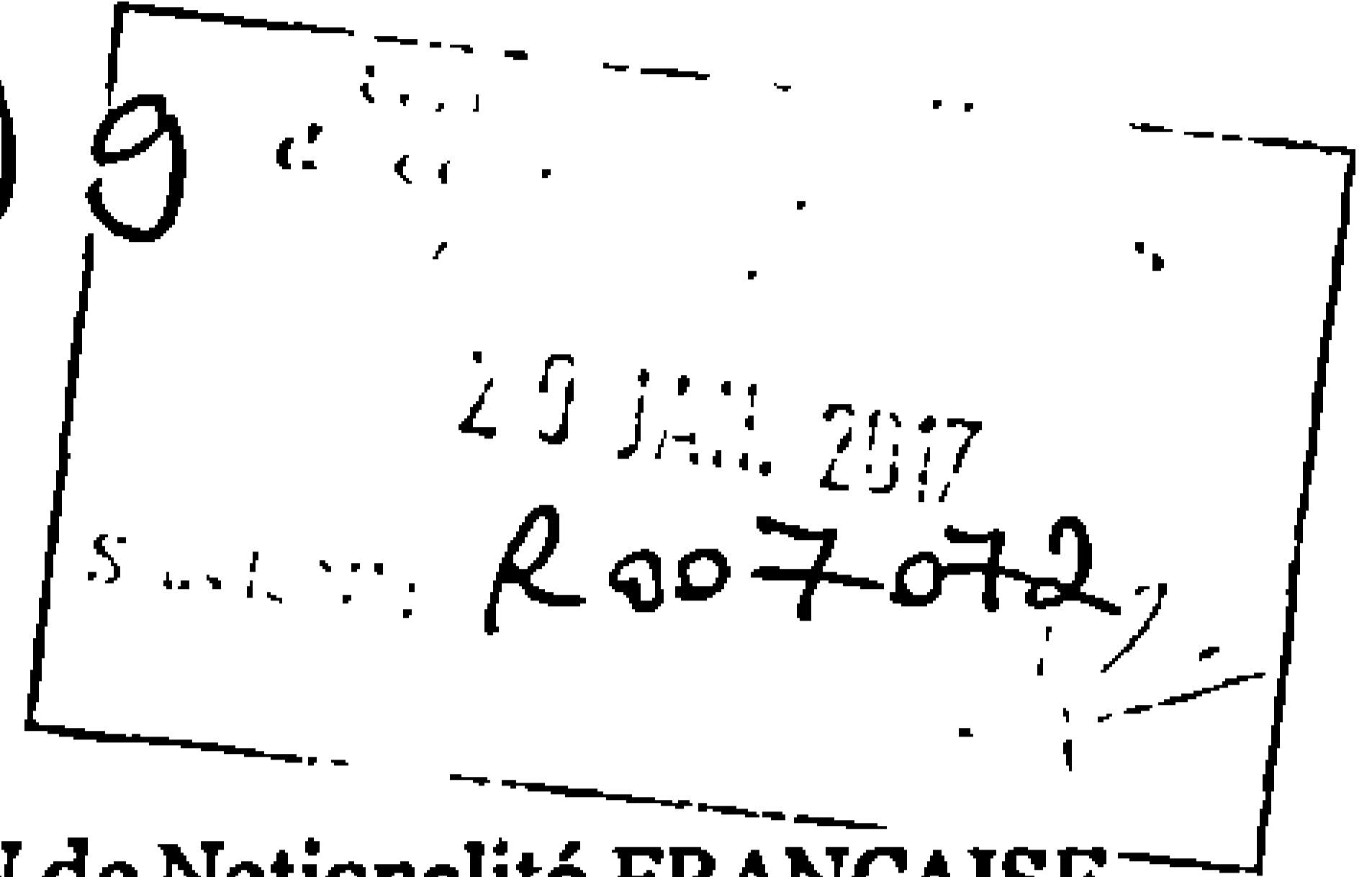
PFA/09/16 (CM + FH + NJ + TRS)

AC 28/09/16

28/09/16 (06)

2 B Manutention, levage et logistique
SAS au capital fixe de 1500 euros
2 rue DUPONT de l'Eure 75020 PARIS 20^{ème}
817 501 307 RCS PARIS

16 1801 299



Le 28/09/2016 à 10 heures au siège de la société,
Le soussigné :

- Mr BADJANG Patrice né le 21/06/1972 à Douala CAMEROUN de Nationalité FRANCAISE,
Demeurant au 28 allée du Mail 92360 MEUDON.

Représentant toutes les parts sociales de la société, a décidé pour
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Ayant pour ordre du jour présenté par Mr BADJANG Patrice, Président de l'assemblée et
unique associé, ce qui suit :

- 1- Changement de Domiciliation .
- 2- Augmentation de l'activité de la société.
- 3- Modification de la dénomination de la société.

RESOLUTION 1

A pris la décision de changer la Domiciliation de la société Du 282 Rue des Pyrénées 75020
ARIS au 2 Rue DUPONT de l'Eure 75020 PARIS .

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

RESOLUTION 2

A pris la décision d'augmenter l'activité de la société.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

RESOLUTION 3

A pris la décision du changement de la dénomination de la société.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

RESOLUTION 4

Les statuts seront modifiés en conséquence et les formalités réalisées auprès des organismes
compétents.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10 h 30. Par conséquent, il est dressé le
présent procès-verbal et signé par la collectivité du seul associé.

Fait à PARIS le 28/09/2016 en quatre exemplaires.

Personne présente:

-BADJANG Patrice

2 B Manutention, levage et logistique
SAS au capital fixe de 1500 euros
2 rue DUPONT de l'Eure 75020 PARIS
infocontact@2bml.com



1700708103

DATE DEPOT : 2017-01-20
NUMERO DE DEPOT : 2017R007072
N° GESTION : 2016B01299
N° SIREN : 817501307
DENOMINATION : 2B LOGISTIQUE
ADRESSE : 2 Bis rue Dupont de L'Eure 75020 Paris
DATE D'ACTE : 2016/09/28
TYPE D'ACTE : STATUTS A JOUR
NATURE D'ACTE :

161301299

Min. du
Travail
29 Juin
N°: R 007072

SAS 2B Logistique

**Logistique, manutention, levage ,faux plancher, faux
plafond et cloison amovible.**

S.A.S au capital fixe de 1500 euros

2 bis Rue DUPONT de L'Eure 75020 PARIS

RCS PARIS

Le 23-11-2015 à 10 heures 00, au siège de la société,

Les soussignés :

- Monsieur **BADJANG Patrice Benjamin**
- Domicilié au : 28 allée du mail 92360 Meudon la forêt
- Né 21 juin 1972 à Douala (Cameroun),
- De nationalité Française

A établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par actions simplifiée devant exister entre lui et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

**CHAPITRE I FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL -
DUREE - EXERCICE SOCIAL**

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre le propriétaire des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société par actions simplifiée, qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par les articles L223-1 et la loi n° 2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique et suivants du Code de commerce ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

Logistique, manutention, levage, faux plancher, faux plafond et cloison amovible. ✓
Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tout objet similaire ou connexe

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : 2 B logistique ✓

Tous les actes et les documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : 2 bis Rue DUPONT de L'Eure 75020 PARIS ✓

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville ou des départements limitrophes par simple décision de la gérance, et en tout autre endroit par décision extraordinaire de l'assemblée des associés.

ARTICLE 5 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice sera clôturé le 31 décembre 2016

ARTICLE 6 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans, qui commenceront à courir à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Un an au moins avant l'expiration de ce délai de 99 années, le ou les gérants provoqueront une réunion des associés aux fins de décider, aux conditions de quorum et de majorité exigées pour les modifications statutaires, si la société doit être prorogée ou non. Faute par eux d'avoir provoqué cette décision, tout associé, après mise en demeure par lettre recommandée demeurée infructueuse, peut demander au président du tribunal

Handwritten text, likely bleed-through from the reverse side of the page. The text is extremely faint and illegible due to low contrast and significant noise. It appears to be organized into several paragraphs or sections, but the specific content cannot be discerned.

Handwritten text, likely bleed-through from the reverse side of the page. The text is extremely faint and illegible due to low contrast and significant noise. It appears to be organized into several paragraphs or sections, but the specific content cannot be discerned.

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.
Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre faire l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

ARTICLE 11 - AGREMENT DES TIERS

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.
Elles ne peuvent être transmises à des tiers, y compris aux conjoints, ascendants, descendants, qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.
Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 12 - DECES D'UN ASSOCIE

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé, sous condition de leur éventuel agrément tel que prévu à l'article 11 des présents statuts.

ARTICLE 13 - REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

CHAPITRE IV

GESTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 14 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisi(s) parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le ou les gérant(s) sont désignés pour la durée de la société ou pour un nombre déterminé d'exercices, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales,

Ils peuvent être révoqués dans les mêmes conditions.

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à une rémunération fixe, proportionnelle ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés, elle est actuellement assurée par l'unique actionnaire **Patrice BADJANG**.

ARTICLE 15 - POUVOIRS ET RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs sont limités dans l'acte de nomination.

Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.

The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that every entry should be clearly documented and supported by appropriate evidence. This includes receipts, invoices, and other relevant documents that can be used to verify the information recorded.

In addition, the document highlights the need for regular audits and reviews. By conducting these checks frequently, any discrepancies or errors can be identified and corrected promptly. This helps to ensure the integrity and accuracy of the financial data throughout the entire process.

Furthermore, it is stressed that transparency is a key principle in financial reporting. All stakeholders should have access to the necessary information to understand the organization's financial position and performance. This involves providing clear and concise reports that are easy to interpret and understand.

Finally, the document concludes by reiterating the importance of honesty and ethical behavior in all financial dealings. It encourages individuals to act with integrity and to always follow the highest standards of professional conduct. By doing so, they can contribute to the overall success and sustainability of the organization.

Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

ARTICLE 16 - CESSATION DES FONCTIONS DU GERANT

Les gérants sont révocables à tout moment pour des justes motifs par la décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants peuvent résilier leurs fonctions, mais seulement à la fin d'un exercice et à charge de prévenir les associés six mois au moins à l'avance et par lettre recommandée.

S'il n'existe qu'un seul gérant, et en cas de décès, révocation ou retraite volontaire de ce gérant, ou d'infirmité ou de maladie dûment constatée, l'empêchant d'exercer ses fonctions pendant six mois consécutifs, il est nommé, suivant ce que les associés décident un ou plusieurs gérants, conformément à la stipulation de l'article 14, mais s'il existe plusieurs gérants, celui ou ceux restant en fonction continue seuls à administrer la société.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dès que la société dépasse deux des trois seuils suivants :

- chiffre d'affaires hors taxes supérieur ou égal à 3.048.980,3 euros
- total du bilan supérieur ou égal à 1.524.490,10 euros,
- nombre moyen de salariés supérieur ou égal à 50,

les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

CHAPITRE V CONVENTION ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

ARTICLE 18 -CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

H

ARTICLE 19 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 20 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé pourra avec le consentement des associés, faire des avances en compte courant à la société, pour une durée et moyennant des intérêts qui seront fixés d'accord entre eux. A défaut de durée fixée en avance, l'associé prêteur ne pourra retirer des fonds sans préavis, qu'en accord avec le gérant ou s'il s'agit du gérant, qu'en vertu d'une décision ordinaire des associés. A défaut d'un tel accord ou d'une telle décision, le retrait ne pourra avoir lieu que sur préavis de trois mois donné au gérant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 18. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

CHAPITRE VI DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la Loi Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises aux lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

ARTICLE 22 - PARTICIPATION DES ASSOCIES AUX DECISIONS

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux mêmes associés.

ARTICLE 23 - APPROBATION DES COMPTES

Chaque année il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

ARTICLE 24 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

ARTICLE 25 - DÉCISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société ou d'augmenter les engagements d'un associé.
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ;
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires.
- et, exceptionnellement, par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales pour les augmentations de capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.

ARTICLE 26 - CONSULTATIONS ECRITES - DECISIONS PAR ACTE

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants, sans pouvoir être inférieur à 15 jours à compter de la date de réception des projets de résolution.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 23 et 24 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou

Handwritten text, likely bleed-through from the reverse side of the page. The text is extremely faint and illegible due to the quality of the scan. It appears to be organized into several paragraphs or sections, but the specific content cannot be discerned.

plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales.

CHAPITRE VII AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

ARTICLE 27 - AFFECTATION DES RESULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 pour cent pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée Générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

L'Assemblée Générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

CHAPITRE VIII TRANSFORMATION - DISSOLUTION

ARTICLE 28 - TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

ARTICLE 29 - DISSOLUTION

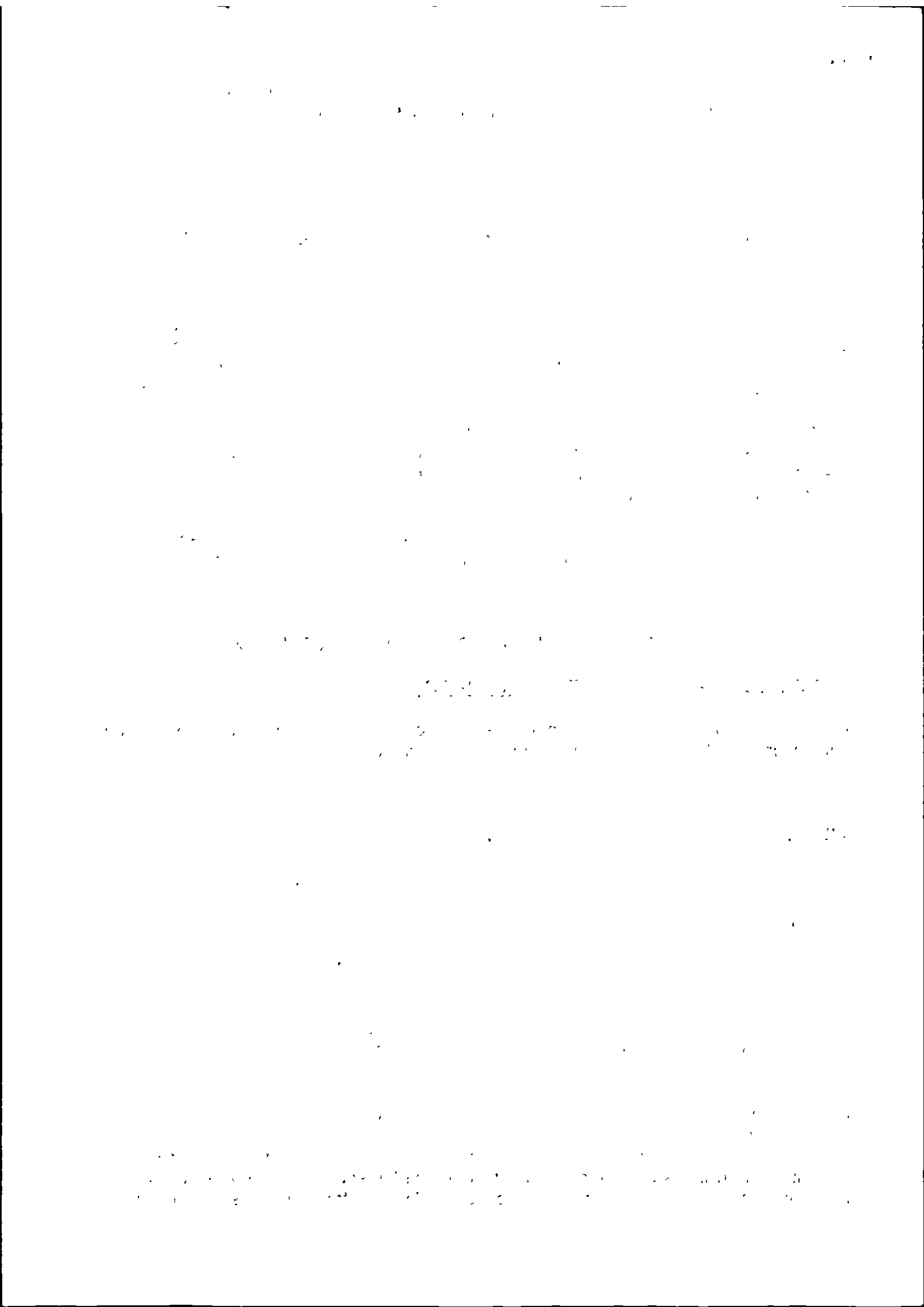
A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 30 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves



si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

A défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

ARTICLE 31 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

1) Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

En cas d'augmentation du capital réalisé par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes à libérer en numéraire, la décision doit être prise par l'unanimité des associés.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital doit être agréé dans les conditions fixées par l'article 12.

Si l'augmentation du capital social est réalisée soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés, constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vue d'un rapport annexé à ladite décision et établi, sous sa responsabilité, par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête de la gérance.

2) Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts, pour quelques causes et de quelques manières que ce soit, mais en aucun cas, cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

3)

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la loi, ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce minimum l'égal à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice, la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée que si, au jour où le tribunal statue sur le fond.

ARTICLE 32 - CONTESTATIONS

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

CHAPITRE IX JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

ARTICLE 33 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Toutes ces opérations et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that every entry should be supported by a valid receipt or invoice. This ensures transparency and allows for easy verification of the data.

In the second section, the author outlines the various methods used to collect and analyze the data. This includes both primary and secondary data collection techniques. The primary data was gathered through direct observation and interviews with key personnel. Secondary data was obtained from internal company reports and industry publications.

The analysis of the data revealed several key trends and patterns. One of the most significant findings was the correlation between certain variables, which suggests a causal relationship. This insight is crucial for understanding the underlying factors that influence the outcomes.

Based on the findings, the author proposes several recommendations for improving the current processes. These include implementing more robust data management systems and enhancing the training of staff involved in data collection. The goal is to ensure that the data is not only accurate but also easily accessible and actionable.

In conclusion, this study has provided valuable insights into the complexities of the data collection and analysis process. The findings highlight the need for a systematic and rigorous approach to ensure the reliability and validity of the results.

La gérance est par ailleurs expressément habilitée entre la signature des statuts et l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés à passer tous actes et à souscrire tous engagements entrant dans l'objet social et conformes aux intérêts de la société.

Ces engagements seront réputés avoir été dès l'origine souscrits par la société après vérification et approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire des Associés tenue au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

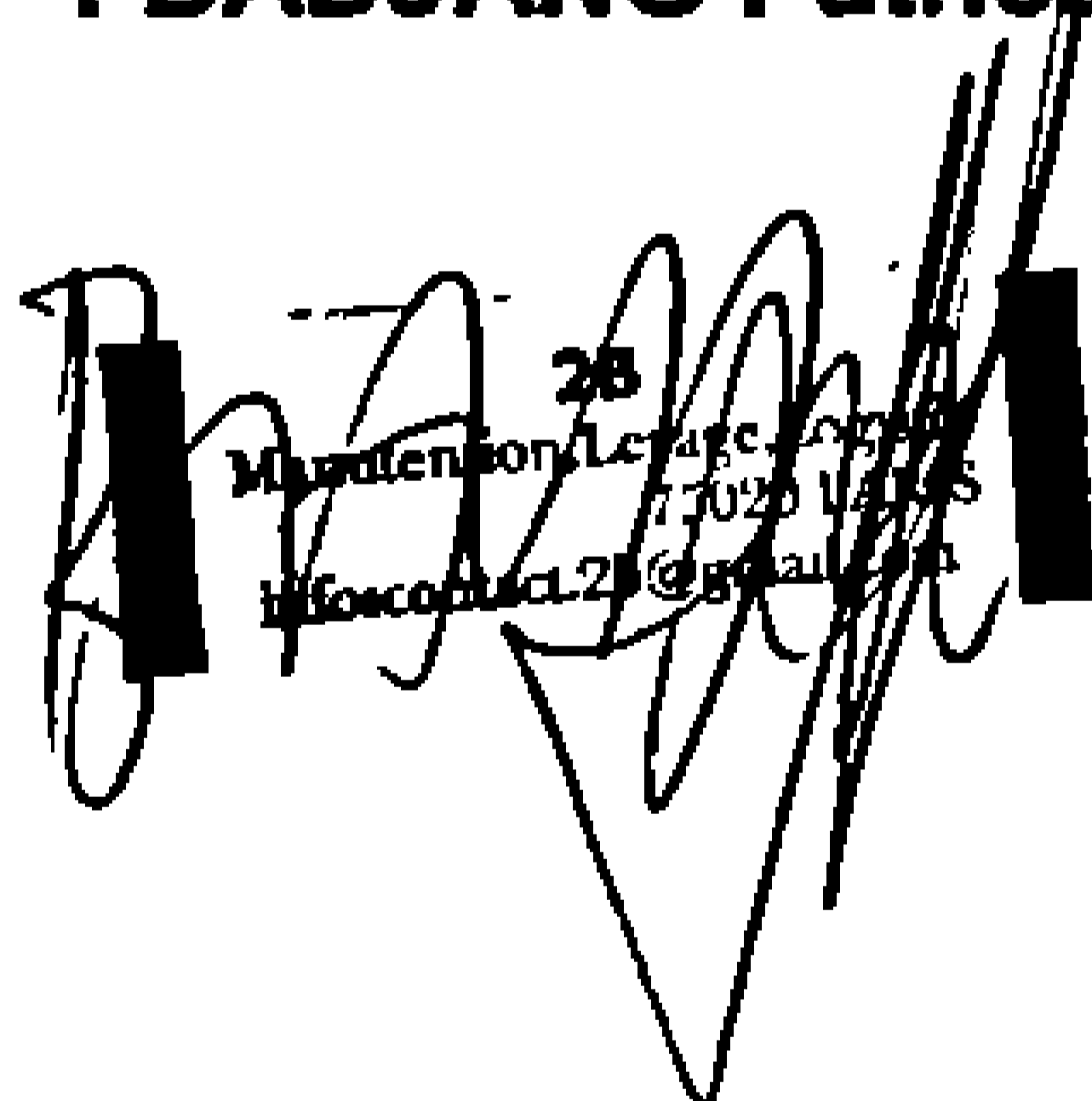
ARTICLE 34 - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au gérant ou à son mandataire à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

Fait à Paris
Le 23 octobre 2015
En cinq exemplaires originaux

Gérant

Monsieur : **BADJANG Patrice Benjamin**


28
Mandatement de l'As. Gé. Ord. des
Associés du 23/10/15
Infocontact.28@gmail.com